



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

Service de la fonction financière et comptable de l'Etat

## Situation Mensuelle de l'Etat



Décembre 2022 Définitive





<b>Synthèse.....</b>	<b>2</b>
Faits marquants .....	2
Chiffres clés.....	4
<b>Solde d'exécution budgétaire .....</b>	<b>5</b>
<b>Dépenses.....</b>	<b>6</b>
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme .....	7
<b>Recettes .....</b>	<b>10</b>
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé) .....	10
Recettes non fiscales du budget général.....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours.....	14
<b>Opérations des comptes spéciaux .....</b>	<b>15</b>
<b>Données patrimoniales.....</b>	<b>16</b>
Correspondants du Trésor et personnes habilitées .....	16
Dettes financières de l'Etat .....	17
<b>Notes méthodologiques.....</b>	<b>18</b>



## Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -151,441 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin décembre 2022 s'élève à -151,441 Md€ contre -170,739 Md€ à fin décembre 2021 à périmètre constant.

Cette évolution (+19,298 Md€) s'explique par une augmentation des dépenses nettes de 18,538 Md€,

une hausse des recettes nettes de 31,860 Md€, une variation positive du solde des comptes spéciaux de 5,940 Md€ et une variation positive du solde des budgets annexes de 0,035 Md€.

## Dépenses du budget général (nettes de R&D) : 445,672 Md€

*Les principales dépenses de l'année (en CP)*

► **Mission Enseignement scolaire** : 78,497 Md€, principalement au titre des programmes « Enseignement scolaire public du second degré » (34,927 Md€) et « Enseignement scolaire public du premier degré » (24,392 Md€) ;

► **Mission Engagements financiers de l'Etat** : 54,342 Md€, essentiellement au titre du programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » (50,713 Md€) ;

► **Mission Défense** : 51,728 Md€, essentiellement au titre des programmes « Soutien de la politique de la défense » (22,791 Md€), « Equipement des forces » (14,580 Md€) et « Préparation et emploi des forces » (12,516 Md€) ;

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durables** : 36,023 Md€, essentiellement au titre des programmes « Service public de l'énergie » (12,139 Md€), « Energie, climat et après-mines » (9,218 Md€) et « Infrastructures et services de transports » (8,755 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin décembre 2022 s'élèvent à 445,672 Md€ contre 427,134 Md€ à fin décembre 2021 à périmètre constant.

Cette évolution (+18,538 Md€) résulte essentiellement de la hausse des dépenses de fonctionnement pour +15,497 Md€ (écart principalement lié à la mission « Economie » pour +10,463 Md€, dont +10,457 Md€ d'abondements du compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'Etat »), des charges de la dette pour +13,042 Md€ (montant essentiellement lié

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 30,210 Md€, essentiellement au titre des programmes « Inclusion sociale et protection des personnes » (15,070 Md€) et « Handicap et dépendance » (13,396 Md€) ;

► **Mission Recherche et enseignement supérieur** : 29,429 Md€, principalement au titre des programmes « Formations supérieures et recherche universitaire » (14,326 Md€) et « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » (7,384 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 22,143 Md€, essentiellement au titre des programmes « Police nationale » (11,782 Md€) et « Gendarmerie nationale » (9,659 Md€) ;

► **Mission Travail et emploi** : 20,786 Md€, essentiellement au titre des programmes « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » (12,802 Md€) et « Accès et retour à l'emploi » (7,239 Md€).

à la mission « Engagements financiers de l'Etat » pour +12,906 Md€) et des dépenses de personnel pour +4,223 Md€ (hausse prévue en lois de finances), ainsi que de la baisse des dépenses d'intervention à hauteur de -14,939 Md€ (montant essentiellement lié à la mission « Plan d'urgence face à la crise sanitaire » pour -30,282 Md€ et à la mission « Plan de relance » pour -6,978 Md€, ainsi qu'à la mission « Ecologie, développement et mobilité durables » pour +10,609 Md€).

## Recettes du budget général (nettes de R&D) : 287,477 Md€

*Les principales recettes de l'année*

► **TVA nette** : 100,823 Md€ ;

► **IR net** : 88,988 Md€ ;

► **IS net** : 62,130 Md€ ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 37,270 Md€, dont 18,610 Md€ de droits de mutation à titre gratuit ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 26,113 Md€, dont 13,219 Md€ de prélèvements de solidarité ;

► **TICPE nette** : 17,992 Md€ ;

► **Recettes non fiscales - Divers** : 10,554 Md€, dont un versement de 7,400 Md€ de l'UE pour cofinancer une partie des dépenses engagées par la France au titre du plan de relance ;

► **Fonds de concours** : 7,508 Md€, notamment au titre de contributions des partenaires sociaux au plan d'investissement dans les compétences à hauteur de 1,684 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -24,230 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -43,034 Md€, dont -26,612 Md€ au titre de la DGF.



## Recettes fiscales (nettes de R&D) : 323,284 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin décembre 2022 s'élèvent à 323,284 Md€ contre 296,143 Md€ à fin décembre 2021 à périmètre constant.

Cette évolution (+27,141 Md€) s'explique

essentiellement par des augmentations de recettes d'IS net pour 15,815 Md€, ainsi que d'IR net pour 10,334 Md€ et de TVA nette pour 5,263 Md€ (hausse prévues en lois de finances).

## Recettes non fiscales : 23,949 Md€

Les recettes non fiscales à fin décembre 2022 s'élèvent à 23,949 Md€ contre 21,257 Md€ à fin décembre 2021 à périmètre constant.

Cette évolution (+2,692 Md€) s'explique essentiellement par une augmentation de 2,282 Md€ du versement de l'UE destiné à

cofinancer une partie des dépenses engagées par la France au titre du plan de relance, par une hausse de 0,980 Md€ des dividendes et recettes assimilées ainsi que par une baisse de -1,234 Md€ des divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat.

## Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -67,263 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin décembre 2022 s'élèvent à -67,263 Md€ contre -69,742 Md€ à fin décembre 2021 à périmètre constant.

Cette évolution de +2,479 Md€ s'explique essentiellement par des diminutions de PSR au profit de l'Union européenne (baisse de 2,138 Md€, prévue en lois de finances).

## Fonds de concours : 7,508 Md€

Les fonds de concours à fin décembre 2022 s'élèvent à 7,508 Md€ contre 7,960 Md€ à fin

décembre 2021 à périmètre constant, soit une évolution de -0,452 Md€.

## Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : +6,726 Md€

Le solde des comptes spéciaux à fin décembre 2022 s'élève à 6,726 Md€ contre 0,786 Md€ à fin décembre 2021 à périmètre constant.

Cette évolution (+5,940 Md€) s'explique essentiellement par une amélioration du solde des comptes d'affectation spéciale de +4,822 Md€ (dont le compte « Participations financières de l'Etat » pour +5,829 Md€, principalement en raison d'une augmentation des recettes liée à des

abondements par le budget général en hausse de +11,292 Md€ en 2022), ainsi que par une amélioration du solde des comptes de concours financiers de +1,495 Md€ (dont le compte « Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics » pour +2,397 Md€, principalement en raison du versement en 2021, d'avances remboursables octroyées suite à l'épidémie de la Covid-19).

## Solde des budgets annexes : +0,035 Md€

Le solde des budgets annexes au 31 décembre 2022 s'élève à +0,027 Md€ contre -0,008 Md€ à fin décembre 2021 à périmètre constant.

Cette évolution (+0,035 Md€) s'explique par une hausse de 0,049 Md€ du solde du budget annexe

« Contrôle et exploitation aériens » (BACEA) et une baisse de 0,015 Md€ du solde du budget annexe « Publications officielles et information administrative » (BAPOIA).

## Correspondants du Trésor et personnes habilitées : 176,069 Md€

Les dépôts des correspondants du Trésor et personnes habilitées au 31 décembre 2022 s'élèvent à 176,069 Md€ contre 174,861 Md€ au

31 décembre 2021, soit une évolution de +1,207 Md€, principalement les comptes de dépôts de fonds au Trésor.

## Dettes financières de l'Etat : 2 312,292 Md€

La dette financière au 31 décembre 2022 s'élève à 2 312,292 Md€ contre 2 172,809 Md€ au 31 décembre 2021.

Cette évolution (139,483 Md€) s'explique par les flux nets des titres négociables (hausse des

OAT de +139,604 Md€ et baisse des BTf à hauteur de -6,916 Md€), ainsi que par les dettes financières et autres emprunts (hausse de +6,795 Md€, essentiellement en raison de la reprise de la dette SNCF pour 10,000 Md€).



	Prévisions après LFR 2	Cumul à fin décembre			Renvoi Page
	2022	2022	2021 retraité	2021 exécuté	
unité : million d'€.					
<b>DONNEES BUDGETAIRES</b>					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-163 350	-151 441	-170 739	-170 739	5
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors BA et FMI)	-163 650	-151 469	-170 732	-170 732	5
Dépenses du budget général (nettes de R&D)	445 527	445 672	427 134	426 732	6
Recettes du budget général (nettes de R&D)	278 857	287 477	255 617	255 215	10
Principales recettes fiscales (nettes de R&D)					
- IR	87 364	88 988	78 654	78 654	
- IS *	58 962	62 130	46 315	46 315	
- TVA	100 641	100 823	95 560	95 539	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	3 021	6 726	786	786	15
Solde des budgets annexes	300	27	-8	-8	15
<b>DONNEES PATRIMONIALES</b>					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées		176 069			16
Dette financière de l'Etat		2 312 292			17

\* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés  
et contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés



	Prévisions après LFR 2	Cumul à fin décembre		
	2022	2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Dépenses nettes du budget général</b>				
Dotations des pouvoirs publics		1 048	994	994
Dépenses de personnel		138 818	134 595	134 716
Dépenses de fonctionnement		80 402	64 905	64 806
Charges de la dette de l'Etat		51 538	38 496	38 496
Dépenses d'investissement		17 024	16 093	16 093
Dépenses d'intervention		154 136	169 075	168 645
Dépenses d'opérations financières		2 706	2 976	2 982
<b>Total des dépenses (nettes de R&amp;D) (I)</b>	<b>445 527</b>	<b>445 672</b>	<b>427 134</b>	<b>426 732</b>
<b>Recettes nettes du budget général</b>				
Recettes fiscales	315 766	323 284	296 143	295 738
Recettes non fiscales	24 726	23 949	21 257	21 257
Prélèvements sur recettes	-67 916	-67 263	-69 742	-69 739
Fonds de concours	6 281	7 508	7 960	7 960
<b>Total des recettes (nettes de R&amp;D) (II)</b>	<b>278 857</b>	<b>287 477</b>	<b>255 617</b>	<b>255 215</b>
<b>Total des recettes (nettes de R&amp;D, hors prélèvements sur recettes)</b>	<b>346 772</b>	<b>354 740</b>	<b>325 359</b>	<b>324 954</b>
<b>SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)</b>	<b>-166 671</b>	<b>-158 195</b>	<b>-171 518</b>	<b>-171 518</b>
<b>Comptes spéciaux</b>				
Solde des comptes d'affectation spéciale	1 436	4 459	-363	-363
Solde des comptes de concours financiers	1 422	2 143	648	648
Solde des comptes de commerce	76	110	407	407
Solde des comptes d'opérations monétaires	87	-493	1 495	1 495
<b>SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)</b>	<b>3 021</b>	<b>6 726</b>	<b>786</b>	<b>786</b>
<b>Budgets annexes</b>				
Contrôle et exploitation aérien	274	-24	-73	-73
Publications officielles et information administrative	26	51	66	66
<b>SOLDE DES BUDGETS ANNEXES (V)</b>	<b>300</b>	<b>27</b>	<b>-8</b>	<b>-8</b>
<b>SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors BA et FMI) (V = III + IV)</b>	<b>-163 650</b>	<b>-151 469</b>	<b>-170 732</b>	<b>-170 732</b>
<b>SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV+V)</b>	<b>-163 350</b>	<b>-151 441</b>	<b>-170 739</b>	<b>-170 739</b>



	Prévisions après LFR 2	Cumul à fin décembre		
		2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.				
<b>TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL</b>		<b>138 818</b>	<b>134 595</b>	<b>134 716</b>
Rémunérations d'activité		80 418	77 768	77 814
Cotisations et contributions sociales		57 311	55 996	56 070
Prestations sociales et allocations diverses		1 089	831	831
<b>AUTRES TITRES</b>		<b>306 854</b>	<b>292 539</b>	<b>292 017</b>
<b>Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics</b>		<b>1 048</b>	<b>994</b>	<b>994</b>
<b>Titre 3 - Dépenses de fonctionnement</b>		<b>80 402</b>	<b>64 905</b>	<b>64 806</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		45 674	31 774	31 771
Subventions pour charges de service public		34 728	33 130	33 035
<b>Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat</b>		<b>51 538</b>	<b>38 496</b>	<b>38 496</b>
Intérêts de la dette financière négociable		0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable		0	0	0
Charges financières diverses		51 538	38 496	38 496
<b>Titre 5 - Dépenses d'investissement</b>		<b>17 024</b>	<b>16 093</b>	<b>16 093</b>
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat		13 204	12 634	12 634
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat		3 819	3 459	3 459
<b>Titre 6 - Dépenses d'intervention</b>		<b>154 136</b>	<b>169 075</b>	<b>168 645</b>
Transferts aux ménages		58 089	57 312	56 782
Transferts aux entreprises		51 924	72 895	72 996
Transferts aux collectivités territoriales		12 730	11 869	11 858
Transferts aux autres collectivités		29 969	26 776	26 785
Appels en garantie		1 424	223	223
<b>Titre 7 - Dépenses d'opérations financières</b>		<b>2 706</b>	<b>2 976</b>	<b>2 982</b>
Prêts et avances		364	754	761
Dotations en fonds propres		1 545	1 497	1 497
Dépenses de participations financières		797	725	725
<b>TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>445 527</b>	<b>445 672</b>	<b>427 134</b>	<b>426 732</b>





	Prévisions après LFR 2		Cumul à fin décembre 2022		Cumul à fin décembre 2021 retraité	Cumul à fin décembre 2021 consommé
	AE	CP	AE consommées	CP consommées	CP consommés	CP consommés
unité : million d'€.						
<b>ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT</b>	<b>3 094</b>	<b>3 095</b>	<b>3 045</b>	<b>3 040</b>	<b>2 878</b>	<b>2 864</b>
Action de la France en Europe et dans le monde	1 997	1 997	1 918	1 912	1 808	1 809
Diplomatie culturelle et d'influence	734	734	749	749	707	707
Français à l'étranger et affaires consulaires	363	364	377	378	364	348
<b>ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT</b>	<b>4 600</b>	<b>4 435</b>	<b>4 788</b>	<b>4 602</b>	<b>4 242</b>	<b>4 243</b>
Administration territoriale de l'Etat	2 501	2 452	2 486	2 498	2 357	2 362
Vie politique <sup>(1)</sup>	487	482	488	489	350	366
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	1 612	1 502	1 814	1 616	1 535	1 514
<b>AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES</b>	<b>3 960</b>	<b>3 958</b>	<b>4 665</b>	<b>4 671</b>	<b>3 598</b>	<b>3 600</b>
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture	2 466	2 499	3 265	3 283	2 383	2 383
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	851	827	797	792	607	608
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	643	632	603	596	608	609
<b>AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT</b>	<b>6 570</b>	<b>5 103</b>	<b>6 072</b>	<b>5 080</b>	<b>5 568</b>	<b>5 568</b>
Aide économique et financière au développement	3 131	1 837	2 812	1 802	1 453	1 453
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement	190	190	190	190	1 420	1 420
Solidarité à l'égard des pays en développement	3 249	3 076	3 070	3 088	2 695	2 695
Restitution des "biens mal acquis" <sup>(2)</sup>	0	0	0	0	0	0
<b>ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION</b>	<b>2 110</b>	<b>2 110</b>	<b>2 072</b>	<b>2 071</b>	<b>2 101</b>	<b>2 101</b>
Liens entre la Nation et son armée <sup>(3)</sup>	0	0	0	0	39	39
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation <sup>(1)</sup>	2 019	2 019	1 987	1 986	1 975	1 975
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	91	91	85	85	87	87
<b>COHESION DES TERRITOIRES</b>	<b>18 178</b>	<b>18 072</b>	<b>18 279</b>	<b>17 884</b>	<b>17 171</b>	<b>17 151</b>
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	2 920	2 812	2 976	2 885	2 865	2 898
Aide à l'accès au logement	13 118	13 118	13 078	13 079	12 482	12 437
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	1 082	1 064	962	892	940	941
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	335	326	383	338	290	282
Politique de la ville	577	577	551	552	524	524
Interventions territoriales de l'Etat	145	174	328	138	70	68
<b>CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT</b>	<b>728</b>	<b>767</b>	<b>832</b>	<b>755</b>	<b>714</b>	<b>714</b>
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	451	489	553	476	450	450
Conseil économique, social et environnemental	44	44	46	46	45	45
Cour des comptes et autres juridictions financières	232	232	232	232	218	218
Haut Conseil des finances publiques	1	1	1	1	1	1
<b>CREDITS NON REPARTIS</b>	<b>3 348</b>	<b>3 048</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Provision relative aux rémunérations publiques	2 424	2 424	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	924	624	0	0	0	0
<b>CULTURE</b>	<b>3 616</b>	<b>3 592</b>	<b>3 631</b>	<b>3 611</b>	<b>3 832</b>	<b>3 835</b>
Patrimoines	1 069	1 056	1 122	1 097	1 399	1 395
Création	983	981	962	960	1 050	1 044
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	787	778	760	770	642	652
Soutien aux politiques du ministère de la culture	778	777	786	784	741	743
<b>DEFENSE</b>	<b>62 006</b>	<b>51 855</b>	<b>59 445</b>	<b>51 728</b>	<b>49 434</b>	<b>49 433</b>
Environnement et prospective de la politique de défense	2 172	1 804	1 935	1 840	1 736	1 736
Préparation et emploi des forces	16 691	12 472	15 798	12 516	11 182	11 182
Soutien de la politique de la défense	25 768	22 789	25 729	22 791	22 299	22 299
Equiperment des forces	17 374	14 790	15 983	14 580	14 217	14 217
<b>DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT</b>	<b>819</b>	<b>935</b>	<b>852</b>	<b>890</b>	<b>794</b>	<b>784</b>
Coordination du travail gouvernemental	715	751	672	684	675	674
Protection des droits et libertés	117	117	115	115	109	101
Présidence française du Conseil de l'Union européenne en 2022	-12	67	65	91	10	10
<b>ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES</b>	<b>34 544</b>	<b>31 646</b>	<b>40 092</b>	<b>36 023</b>	<b>24 998</b>	<b>25 000</b>
Infrastructures et services de transports	7 991	6 386	10 888	8 755	7 749	7 750
Affaires maritimes	191	192	263	240	165	166
Paysages, eau et biodiversité	346	342	316	311	243	241
Expertise, information géographique et météorologie	477	478	480	480	478	478
Prévention des risques	1 086	1 091	1 029	1 041	924	924
Energie, climat et après-mines	11 580	10 251	11 184	9 218	2 732	2 732
Service public de l'énergie	9 149	9 149	12 139	12 139	9 149	9 149
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	2 893	2 928	2 967	3 016	2 870	2 872
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat	829	829	824	824	689	689



	Prévisions après LFR 2		Cumul à fin décembre 2022		Cumul à fin décembre 2021 retraité	Cumul à fin décembre 2021 consommé
	AE	CP	AE	CP	CP	CP
	unité : million d'€.		consommées	consommés	consommés	consommés
<b>ECONOMIE</b>	<b>18 246</b>	<b>18 744</b>	<b>15 112</b>	<b>15 264</b>	<b>3 457</b>	<b>3 501</b>
Développement des entreprises et régulations	3 874	3 876	2 683	2 533	1 143	1 208
Plan "France Très haut débit"	22	532	106	418	458	436
Statistiques et études économiques	450	443	445	446	418	418
Stratégies économiques	421	412	420	410	439	439
Financement des opérations patrimoniales envisagées en 2021 et en 2022 sur le compte d'affectation spéciale "Participations financières de l'Etat" <sup>(1)</sup>	13 480	13 480	11 457	11 457	1 000	1 000
<b>ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT</b>	<b>217 144</b>	<b>54 238</b>	<b>217 282</b>	<b>54 342</b>	<b>38 424</b>	<b>38 424</b>
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat	50 544	50 544	50 713	50 713	37 807	37 807
Appels en garantie de l'Etat	1 473	1 499	1 513	1 513	298	298
Epargne	59	59	56	56	65	65
Dotation du Mécanisme européen de stabilité	57	57	0	0	62	62
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	12	194	0	175	191	191
Amortissement de la dette de l'Etat liée à la Covid-19 <sup>(2)</sup>	165 000	1 885	165 000	1 885	0	0
<b>ENSEIGNEMENT SCOLAIRE</b>	<b>77 833</b>	<b>77 866</b>	<b>78 599</b>	<b>78 497</b>	<b>75 899</b>	<b>75 898</b>
Enseignement scolaire public du premier degré	24 203	24 203	24 393	24 392	23 588	23 588
Enseignement scolaire public du second degré	34 606	34 606	34 928	34 927	33 971	33 976
Vie de l'élève	6 939	6 937	6 901	6 875	6 385	6 384
Enseignement privé du premier et du second degrés	7 991	7 991	8 049	8 049	7 767	7 767
Soutien de la politique de l'éducation nationale	2 568	2 602	2 804	2 725	2 701	2 701
Enseignement technique agricole	1 527	1 527	1 523	1 529	1 488	1 481
<b>GESTION DES FINANCES PUBLIQUES</b>	<b>10 181</b>	<b>10 063</b>	<b>10 210</b>	<b>10 106</b>	<b>10 034</b>	<b>10 105</b>
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	7 666	7 590	7 728	7 648	7 562	7 553
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	910	889	885	876	844	916
Facilitation et sécurisation des échanges	1 605	1 585	1 597	1 582	1 628	1 636
<b>IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION</b>	<b>2 119</b>	<b>2 022</b>	<b>2 265</b>	<b>2 215</b>	<b>1 806</b>	<b>1 806</b>
Immigration et asile	1 633	1 536	1 783	1 737	1 364	1 364
Intégration et accès à la nationalité française	486	486	482	478	442	442
<b>INVESTIR POUR LA FRANCE DE 2030 <sup>(1)</sup></b>	<b>34 009</b>	<b>7 004</b>	<b>26 615</b>	<b>6 903</b>	<b>3 831</b>	<b>3 823</b>
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	245	0	245	182	182
Valorisation de la recherche	0	846	0	846	610	610
Accélération de la modernisation des entreprises	0	419	50	469	966	966
Financement des investissements stratégiques	27 998	4 078	22 605	3 988	1 500	1 500
Financement structurel des écosystèmes d'innovation	6 011	1 416	3 960	1 356	573	565
<b>JUSTICE</b>	<b>12 675</b>	<b>10 722</b>	<b>12 687</b>	<b>10 655</b>	<b>9 871</b>	<b>9 871</b>
Justice judiciaire	3 912	3 824	3 972	3 846	3 681	3 681
Administration pénitentiaire	6 406	4 549	6 352	4 518	4 136	4 138
Protection judiciaire de la jeunesse	1 024	1 004	1 006	976	915	915
Accès au droit et à la justice	710	710	692	692	602	602
Conduite et pilotage de la politique de la justice	610	631	653	620	534	530
Conseil supérieur de la magistrature	13	5	12	4	4	4
<b>MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES</b>	<b>717</b>	<b>679</b>	<b>627</b>	<b>626</b>	<b>802</b>	<b>746</b>
Presse et médias	358	343	275	290	338	276
Livre et industries culturelles	359	336	353	335	464	469
<b>OUTRE-MER</b>	<b>2 966</b>	<b>2 742</b>	<b>2 829</b>	<b>2 726</b>	<b>2 372</b>	<b>2 372</b>
Emploi outre-mer	2 083	2 077	2 046	2 046	1 673	1 673
Conditions de vie outre-mer	883	665	783	680	699	699
<b>PLAN DE RELANCE</b>	<b>1 511</b>	<b>13 006</b>	<b>7 578</b>	<b>11 594</b>	<b>18 849</b>	<b>18 849</b>
Écologie	438	5 697	3 473	5 012	3 810	3 810
Compétitivité	324	2 763	1 155	1 944	2 943	2 943
Cohésion	750	4 546	2 950	4 637	12 096	12 096
<b>PLAN D'URGENCE FACE A LA CRISE SANITAIRE</b>	<b>380</b>	<b>355</b>	<b>3 243</b>	<b>3 274</b>	<b>34 352</b>	<b>34 352</b>
Prise en charge du chômage partiel et financement des aides d'urgence aux employeurs et aux actifs précaires à la suite de la crise sanitaire	-405	-405	95	101	2 601	2 601
Fonds de solidarité pour les entreprises à la suite de la crise sanitaire	-52	-77	1 726	1 740	26 772	26 772
Renforcement exceptionnel des participations financières de l'Etat dans le cadre de la crise sanitaire	-297	-297	128	128	672	672
Compensation à la sécurité sociale des allègements de prélèvements pour les entreprises les plus touchées par la crise sanitaire	1 250	1 250	1 250	1 250	4 000	4 000
Matériels sanitaires pour faire face à la crise de la Covid-19	-116	-116	44	55	308	308
<b>POUVOIRS PUBLICS</b>	<b>1 048</b>	<b>1 048</b>	<b>1 048</b>	<b>1 048</b>	<b>994</b>	<b>994</b>
Présidence de la République	105	105	105	105	105	105
Assemblée nationale	552	552	552	552	518	518
Sénat	339	339	339	339	324	324
La Chaîne parlementaire	34	34	34	34	34	34
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	16	16	16	16	12	12
Haute Cour	0	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	1	1	1	1	1	1



	Prévisions après LFR 2		Cumul à fin décembre 2022		Cumul à fin décembre 2021 retraité	Cumul à fin décembre 2021 consommé
	AE	CP	AE	CP	CP	CP
	unité : million d'€.		consommées	consommées	consommés	consommés
<b>RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>	<b>29 642</b>	<b>29 624</b>	<b>29 369</b>	<b>29 429</b>	<b>28 767</b>	<b>28 774</b>
Formations supérieures et recherche universitaire	14 349	14 419	14 267	14 326	14 004	13 998
Vie étudiante	3 112	3 104	2 965	2 955	3 041	3 041
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	7 750	7 522	7 616	7 384	7 073	7 067
Recherche spatiale	1 647	1 647	1 632	1 632	1 595	1 615
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	1 610	1 725	1 783	2 044	2 014	2 014
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	788	827	732	719	688	688
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	0	0	0	0
Enseignement supérieur et recherche agricoles	385	381	374	369	353	352
<b>REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE</b>	<b>6 219</b>	<b>6 220</b>	<b>6 077</b>	<b>6 077</b>	<b>6 108</b>	<b>6 108</b>
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	4 276	4 277	4 182	4 182	4 169	4 169
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	822	822	803	803	810	810
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	1 121	1 121	1 092	1 092	1 130	1 130
<b>RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>	<b>5 004</b>	<b>4 516</b>	<b>4 616</b>	<b>4 261</b>	<b>4 182</b>	<b>4 188</b>
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	4 698	4 234	4 293	3 991	3 981	3 987
Concours spécifiques et administration	305	282	322	269	201	201
<b>REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS</b>	<b>136 558</b>	<b>136 558</b>	<b>132 768</b>	<b>132 765</b>	<b>130 386</b>	<b>130 386</b>
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat	129 540	129 540	125 785	125 783	122 287	122 287
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	7 018	7 018	6 982	6 982	8 099	8 099
<b>SANTE</b>	<b>2 633</b>	<b>2 638</b>	<b>2 769</b>	<b>2 778</b>	<b>1 495</b>	<b>1 495</b>
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	209	214	385	393	493	493
Protection maladie	1 045	1 045	1 022	1 022	1 001	1 002
Carte vitale biométrique <sup>(4)</sup>	20	20	4	4	0	0
Compensation à la Sécurité sociale du coût des dons de vaccins à des pays tiers et reversement des recettes de la Facilité pour la relance et la résilience (FRR) européenne au titre du volet «Séjour investissement» du plan national de relance et de résilience (PNRR) <sup>(5)</sup>	1 358	1 358	1 358	1 358	0	0
<b>SECURITES</b>	<b>22 880</b>	<b>21 828</b>	<b>22 954</b>	<b>22 143</b>	<b>20 988</b>	<b>20 988</b>
Police nationale	11 997	11 650	12 136	11 782	11 049	11 050
Gendarmerie nationale	10 123	9 521	10 064	9 659	9 220	9 220
Sécurité et éducation routières	50	49	49	49	40	40
Sécurité civile	709	608	704	653	678	678
<b>SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES</b>	<b>30 436</b>	<b>30 076</b>	<b>30 592</b>	<b>30 210</b>	<b>30 026</b>	<b>29 476</b>
Inclusion sociale et protection des personnes	15 133	15 133	15 103	15 070	12 987	12 426
Handicap et dépendance	13 430	13 431	13 395	13 396	12 830	12 832
Egalité entre les femmes et les hommes	47	51	50	53	42	42
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales	1 596	1 231	1 614	1 261	1 167	1 176
Prise en charge par l'Etat du financement de l'indemnité inflation	230	230	430	430	3 000	3 000
<b>SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE</b>	<b>1 635</b>	<b>1 650</b>	<b>1 465</b>	<b>1 660</b>	<b>1 533</b>	<b>1 533</b>
Sport	780	650	634	691	687	686
Jeunesse et vie associative	705	704	681	674	610	612
Jeux olympiques et paralympiques 2024	150	296	150	296	236	236
<b>TRANSFORMATION ET FONCTION PUBLIQUES</b>	<b>319</b>	<b>824</b>	<b>681</b>	<b>723</b>	<b>530</b>	<b>455</b>
Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants	55	317	229	279	90	90
Transformation publique <sup>(1)</sup>	-97	155	123	142	150	134
Fonds d'accompagnement interministériel Ressources humaines <sup>(3)</sup>	0	0	0	0	0	0
Innovation et transformation numériques	12	12	8	7	15	15
Fonction publique	311	301	284	256	238	216
Conduite et pilotage de la transformation et de la fonction publiques <sup>(2)</sup>	39	39	37	37	37	0
<b>TRAVAIL ET EMPLOI</b>	<b>25 967</b>	<b>21 049</b>	<b>24 833</b>	<b>20 786</b>	<b>17 485</b>	<b>17 681</b>
Accès et retour à l'emploi	7 836	7 286	7 473	7 239	6 865	6 879
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	17 409	13 014	16 655	12 802	9 869	10 059
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	52	85	39	77	84	84
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	669	664	665	668	668	660
<b>TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>783 695</b>	<b>582 086</b>	<b>777 992</b>	<b>578 437</b>	<b>557 521</b>	<b>557 119</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>647 136</b>	<b>445 527</b>	<b>645 224</b>	<b>445 672</b>	<b>427 134</b>	<b>426 732</b>

<sup>(1)</sup> Modification de libellé en LFI 2022

<sup>(2)</sup> Création en LFI 2022

<sup>(3)</sup> Suppression en LFI 2022

<sup>(4)</sup> Création en LFR du 16/08/2022

<sup>(5)</sup> Création en LFR du 01/12/2022



	Prévisions après LFR 2	Cumul à fin décembre		
	2022	2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Impôt sur le Revenu (A)</b>	<b>108 443</b>	<b>109 781</b>	<b>99 781</b>	<b>99 781</b>
<b>Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)</b>	<b>2 519</b>	<b>2 289</b>	<b>2 541</b>	<b>2 500</b>
<b>Impôt sur les sociétés (C)</b>	<b>87 231</b>	<b>88 903</b>	<b>76 273</b>	<b>76 273</b>
Impôt sur les sociétés	85 284	86 776	74 479	74 479
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	1 598	1 778	1 271	1 271
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	349	349	523	523
<b>Autres impôts directs et taxes assimilées (D)</b>	<b>25 975</b>	<b>26 113</b>	<b>28 269</b>	<b>28 219</b>
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	950	981	999	999
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	4 500	4 033	5 193	5 193
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéficiaires distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	610	610
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0
Impôt sur la fortune immobilière	2 300	2 353	2 103	2 103
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	15	9	9
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	131	101	76	76
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	1	1	4	4
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	24	31	24	24
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	28	38	26	26
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	95	111	95	95
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	199	204	189	189
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	1	1	2	2
Prélèvements de solidarité	13 500	13 219	11 814	11 814
Taxe sur les services numériques	591	621	474	474
Taxe d'habitation sur les résidences principales	2 780	2 933	4 859	4 859
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat)	99	149	1 007	1 007
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	1	2	2	2
Recettes diverses	775	1 319	782	732
<b>Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Énergétiques (E)</b>	<b>19 976</b>	<b>20 148</b>	<b>20 464</b>	<b>20 230</b>
<b>Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)</b>	<b>170 732</b>	<b>171 545</b>	<b>158 602</b>	<b>158 581</b>
<b>Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)</b>	<b>37 449</b>	<b>37 270</b>	<b>40 598</b>	<b>40 539</b>
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	733	697	625	625
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	183	208	173	173
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	129	107	97	38



	Prévisions après LFR 2	Cumul à fin décembre		
	2022	2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.				
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	3 400	3 357	3 877	3 877
Mutations à titre gratuit par décès	15 000	15 253	14 807	14 807
Contribution de sécurité immobilière	963	922	898	898
Autres conventions et actes civils	532	476	504	504
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	664	592	615	615
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	373	371	353	353
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	215	170	204	204
Timbre unique	375	450	300	300
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules	566	548	537	537
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	4 963	4 800	9 699	9 699
Autres droits et recettes accessoires	5	4	5	5
Amendes et confiscations	44	43	42	42
Taxe générale sur les activités polluantes	952	1 056	824	824
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	49	67	49	49
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	182	159	12	12
Autres droits et recettes à différents titres	6	124	54	54
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	0	0	0	0
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	54	50	51	51
Taxe sur certaines dépenses de publicité	17	17	17	17
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	560	560	560	560
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	27	25	26	26
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	2 777	2 830	2 670	2 670
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	803	861	388	388
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	395	417	395	395
Prélèvement sur les paris sportifs	992	802	807	807
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	111	106	105	105
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	1 526	1 361	1 177	1 177
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	1	0	0
Autres taxes	851	836	723	723
<b>TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)</b>	<b>452 324</b>	<b>456 049</b>	<b>426 529</b>	<b>426 124</b>
<b>TOTAL GENERAL (net de R&amp;D)</b>	<b>315 766</b>	<b>323 284</b>	<b>296 143</b>	<b>295 738</b>



	Prévisions après LFR 2	Cumul à fin décembre		
	2022	2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Dividendes et recettes assimilées (A)</b>	<b>5 491</b>	<b>5 342</b>	<b>4 362</b>	<b>4 362</b>
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	2 817	2 802	2 731	2 731
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéfiques des établissements publics non financiers	1 363	1 422	936	936
Autres dividendes et recettes assimilées	1 311	1 118	695	695
<b>Produits du domaine de l'Etat (B)</b>	<b>1 402</b>	<b>1 348</b>	<b>1 321</b>	<b>1 321</b>
Revenus du domaine public non militaire	400	225	194	194
Autres revenus du domaine public	5	8	6	6
Revenus du domaine privé	232	260	233	233
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	764	852	884	884
Paieement par les administrations de leurs loyers budgétaires	0	0	2	2
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	1	3	1	1
<b>Produits de la vente de biens et services (C)</b>	<b>3 303</b>	<b>3 311</b>	<b>2 768</b>	<b>2 768</b>
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	705	760	595	595
Autres frais d'assiette et de recouvrement	1 138	1 103	1 101	1 101
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	37	49	7	7
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	3	5	3	3
Autres recettes diverses	1 419	1 394	1 062	1 062
<b>Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)</b>	<b>833</b>	<b>579</b>	<b>453</b>	<b>453</b>
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	96	95	50	50
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	8	9	3	3
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	29	33	18	18
Intérêts des autres prêts et avances	300	301	177	177
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	108	91	117	117
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	18	13	19	19
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	274	37	68	68



	Prévisions après LFR 2	Cumul à fin décembre		
	2022	2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)</b>	<b>2 933</b>	<b>2 815</b>	<b>2 850</b>	<b>2 850</b>
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	629	657	504	504
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	800	482	1 214	1 214
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	300	245	196	196
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	13	8	14	14
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	1 160	1 391	898	898
Frais de poursuite	11	12	12	12
Frais de justice et d'instance	10	9	11	11
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	10	10	2	2
<b>Divers (F)</b>	<b>10 763</b>	<b>10 554</b>	<b>9 503</b>	<b>9 503</b>
Reversements de Natixis	20	0	20	20
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	348	348	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	310	310	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	904	747	1 981	1 981
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	171	191	76	76
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	15	13	13	13
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienne	0	0	0	0
Frais d'inscription	9	7	9	9
Recouvrement des indemnisations versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	8	8	9	9
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	6	6	6	6
Récupération d'indus	20	29	27	27
Recouvrements après admission en non-valeur	143	131	161	161
Divers versements de l'Union européenne	7 760	7 730	5 118	5 118
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	121	116	51	51
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	29	30	30	30
Recettes diverses en provenance de l'étranger	1	10	1	1
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	3	3	3	3
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	350	348	527	527
Produits divers	30	2	994	994
Autres produits divers	515	526	477	477
<b>TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)</b>	<b>24 726</b>	<b>23 949</b>	<b>21 257</b>	<b>21 257</b>



	Prévisions après LFR 2	Cumul à fin décembre		
	2022	2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales</b>	<b>-43 626</b>	<b>-43 034</b>	<b>-43 374</b>	<b>-43 371</b>
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-26 612	-26 612	-26 788	-26 758
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-6	-5	-6	-6
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	-50	-23	-31	-31
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-6 500	-6 456	-6 704	-6 704
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-601	-714	-561	-561
Dotations élu local	-101	-101	-101	-101
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	-42	-61	-38	-38
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	-434	-430	-439	-466
Dotations départementales d'équipement des collèges	-326	-328	-325	-325
Dotations régionale d'équipement scolaire	-661	-661	-661	-661
Dotations globale de construction et d'équipement scolaire	-3	-3	-3	-3
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-2 880	-2 883	-2 912	-2 912
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-388	-380	-434	-434
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	-3	9	-16	-16
Dotations de compensation liées au processus de départementalisation de Mayotte	-107	-107	-107	-107
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	-7	-7	-7	-7
Dotations de garantie des versements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-284	-286	-283	-283
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	-48	-48	-48	-48
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	-54	-54	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	-123	-123	-123	-123
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la Polynésie française	-91	-91	-91	-91
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire	-54	207	-154	-154
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire	0	0	-22	-22
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels	-3 683	-3 645	-3 520	-3 520
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de cotisation foncière des entreprises	-1	-1	-1	-1
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat de compensation du Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO)	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel de compensation aux départements de la revalorisation du revenu de solidarité active <sup>(1)</sup>	-120	-120	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel pour les communes et leurs groupements face à la croissance des prix de l'énergie et de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique <sup>(1)</sup>	-430	-106	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et des groupements de communes qui procèdent à l'abandon ou à la renonciation définitive de loyers	0	-1	-1	-1
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation exceptionnelle pour la revalorisation des rémunérations versées aux stagiaires de la formation professionnelle <sup>(1)</sup>	-18	-6	0	0
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne</b>	<b>-24 290</b>	<b>-24 230</b>	<b>-26 368</b>	<b>-26 368</b>
<b>TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES</b>	<b>-67 916</b>	<b>-67 263</b>	<b>-69 742</b>	<b>-69 739</b>
<b>Fonds de concours</b>				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux		7 006	7 488	7 488
Fonds de concours - coopération internationale		502	472	472
<b>TOTAL FONDS DE CONCOURS</b>	<b>6 281</b>	<b>7 508</b>	<b>7 960</b>	<b>7 960</b>

<sup>(1)</sup> Création en LFR du 16/08/2022





Situation Mensuelle  
de l'Etat  
Décembre 2022

OPERATIONS DES COMPTES SPECIAUX

	Prévisions après LFR 2			Cumul à fin décembre								
	Dépenses	Recettes	Soldes	Dépenses			Recettes			Soldes		
				2022	2021 retraité	2021 exécuté	2022	2021 retraité	2021 exécuté	2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.												
<b>Comptes d'affectation spéciale</b>	<b>85 403</b>	<b>86 839</b>	<b>1 436</b>	<b>77 138</b>	<b>68 257</b>	<b>68 257</b>	<b>81 596</b>	<b>67 894</b>	<b>67 894</b>	<b>4 459</b>	<b>-363</b>	<b>-363</b>
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	1 656	1 656	0	1 526	1 233	1 233	1 625	1 382	1 382	99	149	149
Développement agricole et rural	126	126	0	142	114	114	145	138	138	3	25	25
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	360	377	17	348	345	345	378	377	377	30	32	32
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	456	350	-106	348	427	427	298	333	333	-50	-94	-94
Participation de la France au désendettement de la Grèce	99	0	-99	133	209	209	0	133	133	-133	-77	-77
Participations financières de l'Etat	20 324	22 324	2 000	12 361	5 536	5 536	17 421	4 767	4 767	5 060	-769	-769
Pensions	62 382	62 006	-377	62 281	60 394	60 394	61 729	60 764	60 764	-551	370	370
<b>Comptes de concours financiers</b>	<b>133 644</b>	<b>135 066</b>	<b>1 422</b>	<b>128 743</b>	<b>123 941</b>	<b>123 941</b>	<b>130 886</b>	<b>124 589</b>	<b>124 589</b>	<b>2 143</b>	<b>648</b>	<b>648</b>
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	11 310	10 542	-768	8 678	10 971	10 971	8 488	8 384	8 384	-190	-2 587	-2 587
Avances à l'audiovisuel public	3 685	3 685	0	3 685	3 719	3 719	3 685	3 719	3 719	0	0	0
Avances aux collectivités territoriales	116 959	118 885	1 926	114 269	107 825	107 825	116 483	110 242	110 242	2 214	2 417	2 417
Prêts à des Etats étrangers	980	1 742	762	915	430	430	1 718	1 687	1 687	803	1 257	1 257
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	710	211	-499	1 196	996	996	512	558	558	-684	-439	-439
<b>Comptes de commerce</b>			<b>76</b>	<b>57 866</b>	<b>44 696</b>	<b>44 696</b>	<b>57 976</b>	<b>45 103</b>	<b>45 103</b>	<b>110</b>	<b>407</b>	<b>407</b>
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires				1 046	654	654	941	652	652	-105	-2	-2
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire				193	184	184	199	201	201	6	17	17
Couverture des risques financiers de l'Etat				1 715	2 369	2 369	1 715	2 369	2 369	0	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat				682	722	722	683	705	705	2	-16	-16
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat				53 195	40 181	40 181	53 195	40 206	40 206	0	26	26
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés				9	3	3	5	6	6	-4	3	3
Opérations commerciales des domaines				53	47	47	109	90	90	56	44	44
Régie industrielle des établissements pénitentiaires				34	27	27	29	30	30	-5	3	3
Renouvellement des concessions hydroélectriques				0	0	0	0	0	0	0	0	0
Soutien financier au commerce extérieur				940	511	511	1 099	844	844	159	333	333
<b>Comptes d'opérations monétaires</b>			<b>87</b>	<b>3 980</b>	<b>1 714</b>	<b>1 714</b>	<b>3 487</b>	<b>3 209</b>	<b>3 209</b>	<b>-493</b>	<b>1 495</b>	<b>1 495</b>
Emission des monnaies métalliques				145	127	127	248	235	235	104	108	108
Opérations avec le Fonds Monétaire International				3 719	1 558	1 558	3 211	2 959	2 959	-508	1 402	1 402
Pertes et bénéfices de change				116	29	29	28	15	15	-88	-14	-14
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX</b>			<b>3 021</b>	<b>267 727</b>	<b>238 608</b>	<b>238 608</b>	<b>273 945</b>	<b>240 795</b>	<b>240 795</b>	<b>6 218</b>	<b>2 187</b>	<b>2 187</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)</b>			<b>3 021</b>	<b>264 008</b>	<b>237 050</b>	<b>237 050</b>	<b>270 734</b>	<b>237 836</b>	<b>237 836</b>	<b>6 726</b>	<b>786</b>	<b>786</b>



		unité : million d'€.	Solde au 31/12/2021	Flux nets de l'année	Solde à fin décembre 2022
<b>Dépôts de fonds au Trésor</b>	Organismes d'assurance et de réassurance		290	100	389
	<b>Organismes à caractère financier</b>	Caisse des Dépôts et Consignations	17	-5	12
		La Poste	0	0	0
		Divers organismes à caractère financier	3 770	1 064	4 834
	<b>Total organismes à caractère financier</b>		<b>4 077</b>	<b>1 159</b>	<b>5 235</b>
	<b>CEPL</b>	Régions	5 471	-2 788	2 683
		Départements	10 159	1 862	12 020
		Communes	29 107	2 688	31 795
		Etablissements publics de coopération intercommunale	18 991	-116	18 875
		Etablissements sociaux et médico-sociaux	2 366	27	2 393
		Autres	9 903	203	10 106
	<b>Total CEPL</b>		<b>75 996</b>	<b>1 876</b>	<b>77 872</b>
	<b>Etablissements publics de santé</b>		<b>8 128</b>	<b>1 102</b>	<b>9 230</b>
	<b>Etablissements publics nationaux</b>	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	28 089	-1 116	26 972
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	23 988	-1 901	22 088
		Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	4 771	404	5 175
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	2 174	130	2 305
	<b>Total établissements publics nationaux</b>		<b>59 022</b>	<b>-2 482</b>	<b>56 540</b>
	<b>Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger</b>		<b>10 453</b>	<b>-1 638</b>	<b>8 816</b>
	<b>Union européenne</b>		<b>4 042</b>	<b>-67</b>	<b>3 975</b>
<b>Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>	BPI Groupe financement fonds de garantie	5 800	186	5 986	
	GIP	1 616	271	1 887	
	EPLÉ	2 662	146	2 809	
	Autres correspondants	2 997	340	3 338	
	Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
	Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	21	51	72	
<b>Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>		<b>13 096</b>	<b>995</b>	<b>14 091</b>	
<b>Total Dépôts de fonds du Trésor</b>		<b>174 815</b>	<b>945</b>	<b>175 760</b>	
<b>Comptes à terme</b>	Placements des CEPL sur un compte à terme	47	259	306	
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	0	3	3	
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0	
	<b>Total Comptes à terme</b>	<b>47</b>	<b>263</b>	<b>309</b>	
<b>Total Passif (A)</b>		<b>174 862</b>	<b>1 207</b>	<b>176 069</b>	
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0	
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0	
<b>Total Actif (B)</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)</b>		<b>174 861</b>	<b>1 207</b>	<b>176 069</b>	



unité : million d'€.	Solde au 31/12/2021	Flux nets de l'année	Solde à fin décembre 2022
<b>Titres négociables (A)</b>	<b>2 145 136</b>	<b>132 688</b>	<b>2 277 824</b>
<b>Titres négociables à moyen et long terme</b>	<b>1 989 757</b>	<b>139 604</b>	<b>2 129 361</b>
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 989 757	139 604	2 129 361
<i>dont - taux fixe</i>	1 753 395	113 735	1 867 131
<i>- taux variable</i>	208 430	5 510	213 940
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont - taux fixe</i>	0	0	0
<i>- taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
<b>Titres négociables à court terme</b>	<b>155 379</b>	<b>-6 916</b>	<b>148 463</b>
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	155 379	-6 916	148 463
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
<b>Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Dettes financières et autres emprunts (C)</b>	<b>27 673</b>	<b>6 795</b>	<b>34 468</b>
<b>TOTAL (A+B+C)</b>	<b>2 172 809</b>	<b>139 483</b>	<b>2 312 292</b>



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1<sup>er</sup> janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2021 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2021 retraité » correspondent aux données exécutées corrigées des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI 2022.

#### **Autorisations d'engagement (AE)**

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

#### **Catégorie**

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

#### **Comptes spéciaux**

##### Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

##### Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

#### **Correspondants du Trésor**

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

#### **Crédits de paiement (CP)**

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

#### **Dettes financières de l'Etat**

La dette financière de l'Etat (page 17) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

#### **Différences d'arrondis**

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

#### **FMI : Fonds Monétaire International**

#### **Fonds de concours**

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

#### **Mission**

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

#### **Prélèvements sur recettes**

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

#### **Programme**

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

#### **R&D : Remboursements et Dégrèvements**

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

#### **Solde budgétaire de l'exercice**

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

#### **Titre**

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat : ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde ; les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.